

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]

portant prolongation du congé pour invalidité temporaire imputable au service

Le [La] ministre [...],

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre II du livre VIII de la partie législative ;

Vu le décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu l'arrêté n° [...] en date du [...] portant placement en congé pour invalidité temporaire imputable au service ;

Vu l'arrêté n° [...] en date du [...] portant prolongation du congé pour invalidité temporaire imputable au service ;

[*SELON LA SITUATION DE L'AGENT*]

Vu le certificat médical concernant l'intéressé[e],

Arrêt[e] :

Article 1er : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade], [Echelon], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], placé[e] en congé pour invalidité temporaire imputable au service depuis le [...], est maintenu[e] dans cette situation jusqu'au [...] inclus.

Article 2 : Durant cette période, l'intéressé[e] percevra l'intégralité de son traitement, le cas échéant, de l'indemnité de résidence et du supplément familial de traitement, ainsi que, [s'il (si elle)] en perçoit, des primes et indemnités afférentes à son grade et à l'échelon auquel [il (elle)] est parvenu[e], mais ne peut acquérir durant cette période de nouveaux droits au titre des primes et indemnités non forfaitaires qui ont le caractère de remboursement de frais et des primes non forfaitaires qui sont liées à l'organisation et au dépassement du cycle de travail.

Article 3 : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérécourse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]